



DECLARATION

M. le Président du Conseil d'administration de l'ONF, et député de l'Yonne,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'administration,

...dont les représentants des ministères de tutelle et des communes forestières,

Les forestiers et le collectif SOS forêt présents le jeudi 25 septembre devant le siège de l'ONF n'ont pas pu s'inviter au conseil d'administration, alors même qu'y étaient discutées des mesures qui engagent l'avenir du régime forestier et son application en forêts communales. Devant la détermination des manifestants à entrer tous ensemble, les forces de l'ordre en nombre n'ont pas hésité à déployer les grands moyens : attitude menaçante, bousculades, gaz lacrymogènes : la force publique contre les défenseurs du service public !

Nous avons donc l'honneur de porter à votre connaissance la déclaration que nous n'avons pu faire :

« Le collectif SOS forêt est là aujourd'hui pour dénoncer l'arbre qui cache la forêt : depuis des années, les discours officiels nous promettent une gestion durable et multifonctionnelle des forêts publiques tandis que la réalité des décisions institutionnelles et des pratiques imposées sur le terrain nous prouve chaque jour le contraire.

La gestion sylvicole est toute entière orientée vers la production massive de bois à faible valeur ajoutée, induisant un rajeunissement accéléré et un appauvrissement biologique des milieux forestiers, pour alimenter un marché mondial qui éloigne le producteur sylvicole du consommateur.

Quel paradoxe de voir que les quelques scieries françaises qui subsistent encore ne trouvent plus de bois à acheter à un prix raisonnable, alors que nos grumes partent faire le tour du monde, aggravant ainsi le gaspillage des ressources énergétiques et le dérèglement climatique ?

Quel paradoxe de constater que les communes forestières n'ont pas les capacités financières de monter un réseau de chaleur alors qu'elles ont du bois dans leur forêt ?

Quel paradoxe de voir que les forestiers souffrent de voir leurs missions dénaturées et leurs conditions de travail dégradées alors qu'il y a quelques années encore, ce métier au contact de la nature faisait rêver ?

Le citoyen, attaché à sa forêt, mais aussi les forestiers confrontés à toutes ces contradictions sur le terrain, déplorent ces orientations purement comptables à court terme qui fragilisent la gestion forestière, le service public, la filière bois et la forêt comme écosystème complexe.

Si le désengagement de l'Etat (50 M€) doit être compensé par le budget des communes forestières, nul doute au final que cette somme sera ponctionnée une fois de plus sur le capital humain ou le capital bois sur pied. Au détriment donc de la forêt, de l'environnement et de la qualité du service public.

Avec les forestiers, aujourd'hui, nous vous demandons de renoncer à ces mesures budgétaires insupportables en l'état et de traduire concrètement sur le terrain les engagements pris en faveur de la gestion multifonctionnelle de la forêt, en particulier dans ses dimensions sociale et environnementale.

P/o Le Collectif SOS Forêt France
Mirabel-Lorraine Nature Environnement
Association coordinatrice

www.sosforet.org/

<http://www.sosforet.org/contactez-nous/>

Contact:

MIRABEL-LNE 9, Allée des Vosges 55000 Bar-le-Duc

Tel : 09.50.30.95.60/09.81.98.30.12.